



Panafrican farmers' organization
Organisation panafricaine des agriculteurs
المنظمة الإفريقية للفلاحين

Déclaration de la PAFO au Sommet « Dakar 2 » de la BAD sur "Nourrir l'Afrique : souveraineté alimentaire et résilience"

25-27 Janvier 2022





L'Afrique est reconnue comme le continent le plus riche en ressources naturelles et humaines à même de garantir le développement de l'agriculture. Avec environ 60% des terres arables du monde, le plus grand nombre de personnes employées dans le secteur agricole et une importante population jeune, l'Afrique dispose d'un énorme potentiel d'investissement. La croissance rapide de la demande alimentaire offre une opportunité majeure pour la transformation de l'agriculture et de l'économie rurale.

La faim dans le monde et l'inflation alimentaire sont en hausse. En effet, plus de 800 millions de personnes dans le monde souffrent de la faim, dont au moins un Africain sur cinq, et on estime que 140 millions de personnes, en Afrique, sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë, une crise largement due aux conflits, au changement climatique et à la pandémie de la COVID-19.

À l'échelle mondiale, les petits exploitants agricoles, essentiellement les agriculteurs familiaux, produisent la majeure partie de l'alimentation mondiale. Par conséquent, les agriculteurs familiaux ont un potentiel considérable pour remédier à l'insécurité alimentaire. Mais pour réussir, ils ont encore besoin des bons outils, ce qui nécessite une réorientation de notre système alimentaire actuel, de donner aux agriculteurs la possibilité de prospérer en récompensant équitablement leur travail.

Les réformes institutionnelles adoptées en 2003 par les gouvernements, pour faire face à cette question, à travers le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (CAADEP) et les engagements de Maputo, ainsi que les nombreuses initiatives et engagements mis en œuvre aux niveaux international et continental (engagement des Objectifs

de développement durable (ODD) sur l'élimination de la faim d'ici 2030, la « Stratégie Nourrir l'Afrique », de la BAD et agenda 2063 de l'Union africaine (UA), n'ont pas donné les résultats escomptés en raison d'un manque d'engagement politique et/ou de ressources pour leur mise en œuvre avec des instruments et mesures politiques appropriés.

Tout en saluant les efforts déployés par la BAD pour mobiliser les ressources gouvernementales et le financement du secteur privé afin d'exploiter les potentiels alimentaires et agricoles de l'Afrique, nous pensons que ces efforts n'atteindront les résultats escomptés que s'ils sont accompagnés d'actions concrètes.

Compte tenu de ces défis, nous, Organisations Paysannes (OP) d'Afrique, appelons à des actions urgentes et concrètes pour faciliter un investissement qui assurera une alimentation plus résiliente, durable, souveraine et accessible à tous. Une approche inclusive, qui implique tous les acteurs du système alimentaire, est requise de toute urgence. Il sera incohérent de mettre en œuvre des initiatives pour la souveraineté alimentaire sans la participation actives des organisations paysannes a tous les niveaux entant que partenaires a part entière

Ainsi, nous recommandons :

A la BAD et aux banques centrales africaines :

- Mettre en place des stratégies, des programmes, des lois et des règlements permettant aux banques de développement et commerciales ainsi qu'aux Institutions de Microfinances, (IMF) de prendre des mesures judicieuses et d'augmenter qualitativement et quantitativement l'offre de crédits agricoles en général, et particulièrement la partie destinée aux activités et aux investissements du secteur agricole pour l'adaptation et/ou l'atténuation, avec des modalités adéquates et avec un taux égal ou inférieur à 3% ;
- Renforcer la prise en compte des critères et impératifs climatiques dans la sélection et le financement des projets et programmes de développement soumis au financement de la BAD ;
- Développer au sein des structures publiques, des institutions financières (banques publiques et

- commerciales, IMF), des autorités locales et des acteurs non étatiques, des compétences et des capacités pour mobiliser et mettre en œuvre des fonds pour l'action climatique ;
- Soutenir les capacités des réseaux d'organisations de la société civile (OSC) aux niveaux national, régional et continental et renforcer leur partenariat avec la BAD pour mener une veille citoyenne sur la gouvernance des projets/programmes et le respect des impératifs climatiques ;
 - Promouvoir et faciliter, avec le soutien des gouvernements africains, la création d'une banque africaine de développement de l'agriculture qui se consacre au financement et au soutien technique aux agriculteurs et aux autres acteurs de la chaîne de valeur agricole, afin de réaliser pleinement le potentiel de l'agriculture en tant que moteur de la croissance en Afrique.

Aux autorités politiques nationales - soutenir la bonne gouvernance mondiale - renforcer l'accès aux mécanismes de financement et d'assurance pour l'agriculture :

- Mettre en place des politiques, des stratégies et des programmes pour promouvoir l'accès au financement vert (renforcement des capacités des acteurs publics et privés, lois, règlements...) ;
- Renforcer le développement de mécanismes, outils, lois et mesures publiques soutenant l'offre de financement au secteur agricole (crédits, subventions, fonds de garantie...) ;
- Mettre en place un cadre réglementaire et des incitations pour promouvoir les assurances agricoles et les fonds spécifiques pour couvrir les catastrophes et les pertes, et accroître l'accès à ces fonds pour la professionnalisation de l'agriculture dans le secteur agricole ;
- Investir dans l'amélioration des infrastructures liées à l'agriculture et mettre en place des politiques visant à promouvoir la technologie numérique dans les zones rurales.
- Promouvoir des cadres de concertation et des mécanismes de responsabilisation impliquant les acteurs non étatiques pour le suivi des mécanismes et outils de financement public ; et le suivi des engagements visant à soutenir et/ou orienter le développement du secteur agricole (engagements de Malabo, ODD, Sommet mondial des systèmes alimentaires, etc.);

Aux institutions d'intégration économique régionales et continentales renforcer le commerce inter-régional et continental et la préférence communautaire pour les produits agricoles issus de l'agriculture africaine avec des incitations pour ceux issus de systèmes de production durables :

- Renforcer les politiques commerciales régionales en faveur du commerce des produits agricoles locaux sur les marchés intérieurs ; et faciliter le commerce transfrontalier en mettant en œuvre l'a ZLECAf.
- Renforcer le nombre et la fonctionnalité des marchés territoriaux et transfrontaliers : infrastructures, promotion, réglementation, renforcement des capacités des acteurs...
- Entreprendre des travaux de recherche et de développement qui soutiendront des pratiques agricoles innovantes qui amélioreront la productivité et la rentabilité des agriculteurs.

Les partenaires sont invités à renforcer leur appui aux Etats et aux institutions continentales et régionales pour mettre en œuvre des politiques, des stratégies et des mécanismes pour un financement et des investissements plus importants et plus efficaces dans le secteur agricole :

- Soutenir le financement de l'agriculture en accord avec les orientations stratégiques des Etats et des institutions régionales afin de s'assurer que les ressources financières des bailleurs de fonds et des partenaires internationaux, par l'intermédiaire du gouvernement atteignent les agriculteurs.

PAFO, ses réseaux régionaux membres et avec l'ensemble de la structure des organisations paysannes africaines, poursuivra son plaidoyer et ses actions de renforcement des capacités des agriculteurs et de leurs organisations. Elle se mobilisera également aux côtés de la BAD, des institutions d'intégration économique régionale, des structures publiques nationales et des partenaires au développement pour la mise en œuvre de politiques et de stratégies de financement qui renforceront le secteur agricole :

- Identifier, diffuser et vulgariser les possibilités de financement pour les organisations d'agriculteurs (OP) ;
- Soutenir la structuration et la professionnalisation des OP et renforcer les capacités des membres à développer des projets bancables et durables pour faciliter la demande de financement ;
- Soutenir l'éducation financière des coopératives ;
- Participer à la gouvernance des fonds agricoles aux niveaux local, national et régional ;
- Produire des connaissances régulières des agriculteurs sur le financement des OP.
- Renforcer le dialogue politique autour de la question du financement des exploitations familiales.

La vision de la PAFO est d'être la voix des paysans africains et d'entreprendre une approche coordonnée de ses interventions pour une alimentation et une agriculture durables, qui répondent aux besoins et aux attentes des OPs et du secteur agricole en Afrique.



Panafrican farmers' organization
Organisation panafricaine des agriculteurs
المنظمة الإفريقية للفلاحين

